



**Education comparée -  
Nouvelle série – N°16**

**Varia**

Articles :

- Analyse du rôle du capital social familial dans la migration de formation universitaire de futurs bacheliers des Départements Français d'Amérique (DFA) : le cas de la Martinique.
- Les usages du numérique à l'école primaire en France et au Chili : entre discours et pratique. Le cas de l'enseignement de l'écriture en Grande section et Cours Préparatoire.
- Étude d'un espace local en Belgique francophone: compétition et logique d'action.
- Croyances à propos du redoublement de futurs enseignants entrant en formation dans différents contextes éducatifs.

Note de synthèse :

Les politiques de professionnalisation de l'enseignement : conditions de développement, de diffusion et variations dans les usages et les effets.

Recension : José-Luis Wolfs (2013). Sciences, religions et identités culturelles.

Quels enjeux pour l'éducation ? Bruxelles : De Boeck (343 pages ; ISBN 978-2-8041-7596-2)

**Education comparée -  
Nouvelle série – N°15**

**Internationalisation de la  
formation des enseignants  
du supérieur : contextes et  
impacts**

**M.-C. Deyrich, C. Bian et O.  
Bégin-Caouette**

La nécessité d'une professionnalisation des enseignants universitaires et, en corollaire, la formation professionnelle est abordée différemment selon les contextes mais ce sujet demeure en général sensible dans le monde universitaire où les questions relatives à l'aspect plus particulièrement pédagogique du métier d'enseignant du supérieur font débat. Les différentes réformes engagées dans ce domaine sont à mettre en relation, par-delà le processus d'internationalisation et la logique de concurrence, avec le statut international des établissements.

**Education comparée -  
Nouvelle série – N°14**

**Varia**

Articles :

- Polémique autour de l'enseignement des langues minoritaires en Chine : l'exemple de la Préfecture des Yi de Liangshan.
- Une évaluation standard de la compréhension

	<p>de l'écrit à l'échelle mondiale.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pourquoi les pays africains produisent-ils des plans d'éducation similaires ? Le néo-institutionnalisme à l'épreuve des faits.</li> <li>- Religion et perception du climat scolaire chez des élèves de collèges français et tunisiens.</li> <li>- Approche plurielle de la médiation régulatrice des conflits en éducation.</li> </ul>
<p style="text-align: center;"><b>Education comparée - Nouvelle série – N°13</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Les politiques d'éducation prioritaire en question</b></p> <p style="text-align: center;"><b>M. Dutrévis, B. Fouquet- Chauprade, et M. Demeuse</b></p>	<p>Ce numéro 13, sous la direction des rédacteurs invités Barbara Fouquet-Chauprade, Marion Dutrévis et Marc Demeuse, questionne l'éducation prioritaire dans plusieurs aires géographiques : Argentine, Genève et canton de Vaud en Suisse, France et Afrique du Sud. Deux thématiques principales retiennent en outre l'attention : la question de la place des evidence-based policies (ou prise en compte des résultats de recherche dans le pilotage des systèmes éducatifs) d'une part et la question de la délabellisation (ou de l'effet du label) d'autre part.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Education comparée - Nouvelle série – N°12</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Les politiques et les pratiques de pilotage par les résultats. Perspectives internationales</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Eliane Dulude &amp; Vincent</b></p>	<p>L'objectif de ce dossier, fruit d'un premier travail de collaboration entre des auteurs provenant de systèmes éducatifs contrastés, est d'illustrer la diversité d'histoires locales, inscrites dans une sémantique largement transnationale du pilotage par les résultats. Ainsi, un article aborde des enjeux liés à l'introduction, relativement récente, de nouveaux dispositifs et instruments de pilotage par les résultats en Belgique francophone. Les trois autres articles traitent de cette question dans des contextes où la mise en œuvre et l'usage de ces instruments sont historiquement davantage ancrés, le Québec, les Etats-Unis et l'Angleterre. Malgré les processus d'isomorphisme institutionnel, il est donc possible d'acter que les politiques concrètes révèlent une grande diversité de stratégies, d'instruments et de significations. Ces politiques se superposent également à des régulations existantes de nature bureaucratique, professionnelle et/ou communautaire. On observera enfin que les logiques de pilotage par les résultats ont contribué à renforcer le centre là où les systèmes éducatifs étaient particulièrement décentralisés (l'Angleterre et la Belgique francophone par exemple) et à accorder plus d'autonomie aux entités locales</p>

	<p>dans les systèmes éducatifs plus centralisés (la France et le Québec par exemple).</p>
<p><b>Education comparée - Nouvelle série – N°11</b></p> <p><b>Le développement des politiques d'accountability et leur instrumentation dans le domaine de l'éducation : une perspective franco- canadienne</b></p> <p><b>Y. Dutercq, C. Maroy</b></p>	<p>Les contributions de ce dossier visent à décrire les instruments de l'action publique en éducation le plus couramment requis ces dernières années au Canada et en France (contrat ou convention, projet, évaluation externe, indicateurs, etc.) dans le cadre de politiques recherchant la performance et voulant répondre aux nécessités de l'imputabilité et de la reddition de comptes. Les politiques sont abordées du point de vue des processus et mécanismes par lesquels elles contribuent à faire évoluer des institutions qui participent à la structuration des systèmes éducatifs. En particulier, l'attention est portée sur les politiques qui servent de cadre de référence aux procédures et dispositifs étudiés, la Gestion axée sur les résultats (GAR) pour le Québec et le Canada de façon générale, la Loi organique relative aux lois de finance (LOLF) et la contractualisation en éducation pour la France, politiques qui cherchent à promouvoir une nouvelle instrumentation de l'action publique. L'accountability sera donc également au cœur de ce dossier, avec l'objectif de clarifier une notion aux définitions polysémiques. L'ensemble des contributions analyse de manière comparative les orientations politiques (paradigme, référentiel, principes) auxquelles ces outils et instruments sont attelés dans chaque espace national, les traductions effectives en termes de dispositifs mis en place, la manière dont ils sont utilisés et leurs effets sur les acteurs de l'éducation (responsables, enseignants, parents et parfois élèves), spécialement au niveau méso (territoire, municipalité, district, circonscription, zone) et au niveau micro (établissement d'enseignement). Le dossier porte enfin une attention particulière aux tensions apparues entre ces différents outils et instruments à la mesure de leur traduction, de leur mise en œuvre et de leur usage.</p>
<p><b>Education comparée - Nouvelle série – N°10</b></p> <p><b>Les violences à l'école en Afrique subsaharienne</b></p> <p><b>Eric Debarbieux, Eric Lanoue</b></p>	<p>Ce dossier de la revue Education Comparée a pour ambition de brosser un état des lieux circonstancié, problématisé et basé sur des enquêtes de terrain, de questions encore méconnues des sciences de l'éducation et de l'éducation comparée, relatives aux violences à l'école en Afrique subsaharienne. Si les</p>

	<p>violences multiples dont continuent de souffrir les élèves à l'école en Afrique subsaharienne ne constituent pas encore un objet de recherche spécifique, une double attention, vive, s'est toutefois portée à leur endroit des années 90 à nos jours : les médias montrent souvent des écoles d'Afrique comme des scènes privilégiées d'événements violents qui secouent nombre de sociétés africaines à l'occasion de coup d'État ou de conflits ; les ONG – qui participent à cette médiatisation - font de la violence de genre, qu'elles entendent souvent, de façon réductrice, comme des violences sexuelles faites aux filles, une forme de violence dominante. Or de part et d'autres, sans nier les occurrences de formes particulières de violences ni leurs contextes d'apparition, médias et ONG passent à côté de phénomènes routiniers, consubstantiels à la monotonie de la vie scolaire, aux formes et aux déterminants divers, à la fois agis et subis. Les violences à l'école se déploient dans un quotidien scolaire fait de routines et de temps longs, répétitifs. Qu'ont-elles de spécifique par rapport à d'autres formes de violences domestiques et sociales qu'elles semblent par ailleurs prolonger ? Pourquoi sont-elles à ce point acceptées, et tuées ? Garçons et filles les vivent-ils de façon égalitaire ? Que gagne l'ordre scolaire à leur maintien ? Chaque contribution à ce dossier se veut ainsi un éclairage à la fois théorique et empirique apporté à ces questions centrales, traitées à partir de terrains comparés – le Togo, le Mali, le Burkina Faso, le Mali et le Gabon - mais ouvrant la voie à la comparaison, signalant des pistes de recherche intéressantes aussi les pays du Nord et leurs systèmes éducatifs.</p>
<p><b>Education comparée - Nouvelle série – N°9</b></p> <p><b>Varia</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Repenser les inégalités d'accès aux diplômes du tertiaire en Europe ? Prolégomènes à partir de l'Enquête Sociale Européenne</li> <li>- Chèque-étude : Espoir ou désespoir des étudiants en mobilité internationale les plus démunis ?</li> <li>- La Géorgie, un bon élève du Processus de Bologne ?</li> <li>- Petite enfance et éducation à la santé: Quelles approches en France et au Québec?</li> <li>- La prise en compte des savoirs dans un curriculum axé sur les situations : Le cas du</li> </ul>

	<p>programme de mathématique à l'élémentaire au Niger.</p> <p>- Educational Efficiency, Accountability, and Performativity: Using curriculum, assessment and qualification reforms to redefine 'knowledge'.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Education comparée</b> <b>Nouvelle série - N°8</b></p> <p style="text-align: center;"><b>L'enseignement supérieur en</b> <b>Europe : harmonisation ou</b> <b>hybridation des réformes ?</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Marc Roser CUSSO, Romuald</b> <b>NORMAND</b></p>	<p>Les réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche se sont accélérées depuis le lancement du Processus de Bologne (1998), un processus intergouvernemental, suivi de la Stratégie de Lisbonne (2000) à dimension supranationale. Des recommandations et instruments ont été mis en œuvre pour accompagner ces réformes à travers notamment la Méthode Ouverte de Coordination. Des directives ont pu être adoptées comme celles relatives à la certification et à la qualité. Le sens politique de ce programme institutionnel est aujourd'hui assez bien mis en évidence : autonomie des institutions, développement de la compétition marchande, adaptation au marché de l'emploi, augmentation du financement privé, évaluation de la qualité, place de l'expertise dans le processus de décision, etc. Cela aboutit dans l'espace européen à une production de normes dont la légitimité reste ambiguë parce qu'elle relève largement d'un pouvoir technocratique différent de la puissance législative sur laquelle se fondent habituellement les modes traditionnels de représentation politique. Il existe encore peu de travaux en éducation comparée sur la façon dont sont réalisés des emprunts mutuels et des transferts de politiques d'enseignement supérieur entre les organisations internationales et les Etats, voire entre les Etats eux-mêmes, à la différence des études de sciences politiques qui s'intéressent de plus en plus aux processus transnationaux de traduction et de circulation des normes, connaissances, instruments. L'interaction entre les deux champs, celui de l'éducation comparée et celui des sciences politiques de la construction européenne, est au cœur de ce dossier d' Education comparée, rassemblant des auteurs qui explorent les effets du processus de Bologne et un certain nombre de tensions et d'ambivalences dans la mise en œuvre des politiques d'enseignement supérieur selon les contextes nationaux. Au-delà des effets d'une</p>

	<p>harmonisation ou d'une production de normes dans l'espace européen et international, l'enjeu est ici de mieux comprendre les mécanismes de pouvoir et les relations entre groupes transnationaux et la façon dont ils contribuent à diminuer l'autonomie des Etats dans la formulation et la mise en œuvre de leur politique d'enseignement supérieur.</p>
<p align="center"> <b>Education comparée - Nouvelle série - N°7</b>   <b>Des coulisses des évaluations internationales à leur influence</b>   <b>Marc DEMEUSE</b> </p>	<p>Les grandes évaluations internationales fournissent des données très riches aux chercheurs, mais elles nourrissent aussi les prises de positions des institutions nationales et internationales et peuvent influencer les politiques nationales. Si les chercheurs ont longtemps gardé le monopole des travaux comparatifs dans le domaine de l'évaluation, avec l'avènement de PISA, ils doivent à présent partager aussi bien les choix stratégiques que les décisions méthodologiques en la matière. En soi, cela n'a rien d'anormal et si ces études ont gagné en notoriété auprès d'un large public, les chercheurs ont, à présent, à la fois à s'intéresser à la manière dont les données sont récoltées et analysées, mais aussi aux éventuels effets sur les systèmes éducatifs des résultats que certains d'entre eux contribuent à produire.</p>
<p align="center"> <b>Education comparée Nouvelle série - N°6</b>   <b>Penser les marchés scolaires</b>   <b>Georges FELOUZIS, Barbara FOUQUET-CHAUPRADE</b> </p>	<p>Les marchés scolaires décrivent des réalités plurielles qui prennent des formes différenciées selon les traditions nationales, les terrains d'enquête et les acteurs que l'on étudie. Trois dimensions empiriques sont pourtant toujours présentes : d'abord le choix de l'école par les familles, ensuite des politiques scolaires qui favorisent, à des degrés divers, ce choix, enfin une certaine concurrence entre établissements pour attirer les meilleurs élèves. Ces trois dimensions sont nécessairement présentes pour que l'on puisse parler de marchés scolaires, mais la prévalence de chacune d'elles varie en fonction des traditions scolaires de chaque pays. Les contributions réunies dans ce numéro donnent à voir les multiples facettes des marchés scolaires, dans leurs modalités concrètes de fonctionnement, comme dans leurs conséquences sur les inégalités scolaires et les établissements.</p>
<p align="center"> <b>Education comparée Nouvelle série – N°5</b> </p>	<p>Les politiques d'accountability ne sont plus une nouveauté. Dès la fin des années 80, elles apparaissent comme une tendance,</p>

<p style="text-align: center;"><b>Les politiques d'accountability : du changement institutionnel aux transformations locales</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Vincent DUPRIEZ, Nathalie MONS</b></p>	<p>d'abord locale, des politiques éducatives nord-américaines, avant d'être consacrées à travers la politique fédérale de No child Left Behind (2001). A vrai dire, derrière ce terme très général d'accountability, il serait précieux de distinguer une grande diversité de politiques.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Education comparée Nouvelle série – N°4</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Politiques de la diversité culturelle en éducation - Aspects internationaux</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Régis MALET, Michel SOETARD</b></p>	<p>L'éducation comparée a vocation à interroger les notions qui circulent dans des espaces sociaux, à explorer les variations observables et les relations entre les politiques qui promeuvent ces notions, et leurs effets sur les pratiques éducatives et scolaires. Lorsque ces notions paraissent s'imposer dans de nombreux espaces nationaux et aires géo-culturelles ou d'influence linguistique, cette vocation de clarification par le comparatisme se révèle particulièrement précieuse, souvent éclairante. Ainsi en est-il des notions de diversité, de pluralisme, d'interculturel, de multiculturalisme. Le sens que l'on prête à ces notions varie considérablement d'un pays ou d'une aire d'influence culturelle et linguistique à l'autre. La promotion, dans bien des pays occidentaux, de notions positives mais très plastiques sur un plan conceptuel, pour ne pas dire molles, comme la promotion de la diversité et des « éducations à »... l'interculturel(le), l'altérité, la citoyenneté, invite à adopter une approche à la fois critique et contextualisée, pour espérer saisir au mieux le sens des variations observables dans l'adoption, l'usage et la mise en œuvre de politiques éducatives et scolaires de gestion des différences culturelles dans nos systèmes éducatifs. Les enjeux liés à la diversité culturelle dans le domaine scolaire, son enregistrement comme réalité sociale et sociétale comme sa promotion comme catégorie politique et sa construction comme concept, sont au cœur du questionnement de l'éducation comparée et interculturelle. L'AFEC et la revue Éducation Comparée ont déjà, dans le passé, accordé une place significative à cette thématique dans une perspective comparative internationale (Frenay, 1998 ; Mc Andrew et al., 1995) ; avec ce numéro, la revue poursuit l'aventure intellectuelle et espère ouvrir de nouvelles perspectives de recherche. Le thème de la diversité en éducation, promu sur fonds de</p>

---

mondialisation culturelle, interroge frontalement l'éducation comparée dans ses objets les plus classiques : l'altérité, désormais délogée des catégories exotiques du lointain ; l'État-nation, désormais fragmenté et pluriel ; la communauté politique, unité imaginée selon des stratégies singulières par des entités politiques et des États démocratiques pluriels qui sont appelés à se projeter dans l'avenir, par l'éducation bien sûr, en intégrant dans ce projet leur pluralité intrinsèque. La promotion de la diversité culturelle dans l'espace public et dans l'action publique, sous des formes contrastées selon les espaces nationaux et les aires géo-culturelles et politiques, ouvre sur des enjeux de connaissance majeurs pour l'éducation comparée et un espace de réflexion qui suppose une théorisation d'ordre politique. Ce numéro constitue un jalon dans cette direction.

---

**Éducation comparée  
Nouvelle série – N°3**

**L'éducation comparée  
aujourd'hui : état des lieux,  
nouveaux enjeux, nouveaux  
débats**

**Julia RESNIK, Jürgen  
SCHRIEWER, Anthony  
WELCH**

Le désengagement de l'Etat dans de nombreux systèmes d'éducation, la montée de l'influence des organisations supranationales, l'internationalisation de l'éducation et l'accès aux institutions éducatives de pays autrefois hors des circuits des chercheurs, comme les pays d'Europe de l'Est ou la Chine, ouvrent des perspectives nouvelles pour l'éducation comparée. Ces évolutions questionnent le label même « éducation comparée » : n'y a-t-il pas, dans le contexte de la mondialisation dans lequel pourtant la comparaison internationale devient un outil de gouvernance décisif, une remise en cause des objectifs traditionnels de ce champ de connaissance ? Dans quelle mesure l'appellation d'« éducation comparée » reflète-t-elle les renouvellements théoriques et méthodologiques destinés à faire face aux changements qui touchent l'éducation à tous ses niveaux et dans le monde entier ? Ce numéro invite les chercheurs à examiner de plus près les tendances fortes qui se sont développées depuis une vingtaine d'années au sein de l'éducation comparée, dans le sens d'une refondation scientifique du projet de connaissance comparatiste. Parmi les perspectives nouvelles nous percevons deux tendances majeures : 1. L'adaptation méthodologique et conceptuelle des objets de recherche traditionnels 2. La focalisation sur des objets de recherche

---



	<p>nouveaux. Il est probable que la globalisation et les politiques de mondialisation n'annoncent en rien le déclin de l'éducation comparée, mais exigent de ce champ de recherche un renouvellement théorique, méthodologique, politique et éthique profond : c'est ce à quoi les comparatistes en éducation doivent s'atteler et ce dossier, qui rassemble les contributions de spécialistes du domaine issus de divers contextes culturels et nationaux, voudrait montrer qu'ils sont prêts à relever ce défi.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Education comparée</b> <b>Nouvelle série – N°2</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Le métier d'enseigner à</b> <b>l'épreuve des contextes : Du</b> <b>global au local</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Régis MALET</b></p>	<p>Quelque diverses soient sa condition et son expression selon les contextes, le métier d'enseigner se dessine et se déploie invariablement en référence à des contenus d'enseignement, des publics, des environnements de travail et des formes d'intervention, dimensions qui sont par définition culturellement situées et mouvantes. Sur un plan global, l'Ecole, passée d'un enseignement élitiste à un enseignement de masse, confrontée à une diversification de ses publics et des contextes d'enseignement, à l'émergence d'une demande de participation sociale, a, dans la plupart des pays industrialisés, répondu à ces évolutions par des adaptations endogènes, dans une visée de gestion de l'hétérogénéité et de démocratisation qualitative. Les effets conjugués de l'apparition de «nouveaux publics scolaires», des transformations multiformes des sociétés contemporaines confrontées à de nouveaux défis, en particulier à celui de l'insertion professionnelle des jeunes et de leur intégration dans une communauté politique, de l'élargissement de l'horizon de référence du travail scolaire du fait de l'accélération de la mondialisation de l'information et de la diffusion des savoirs, bousculent l'Ecole et ses enseignants dans leurs missions fondatrices et dans leurs pratiques quotidiennes. Au-delà d'une convergence internationale des politiques en direction des enseignants et des épiphénomènes apparents qu'elle recouvre, ces évolutions ne masquent-elles pas des réalités fortement dynamiques, observables dans les pratiques des enseignants ? Investir dans une perspective internationale et comparative l'école et le métier d'enseigner comme lieux essentiels de</p>

	<p>médiation, s'intéresser aux forces plus ou moins en équilibre et aux pratiques des acteurs qui habitent l'espace scolaire, aussi bien qu'aux pressions et incitations qui le touchent, c'est percevoir autrement la statique et la dynamique scolaires sur lesquelles se sont épuisées des générations de réformateurs. Approcher le travail d'interprétation qui accompagne les politiques en direction du monde scolaire et des enseignants implique de prendre en compte la diversité des positions et des pratiques des acteurs dans l'espace scolaire et d'approcher l'organisation scolaire elle-même en tant qu'elle s'inscrit dans un espace culturel, social et politique. En s'appuyant sur les contributions de chercheurs de divers horizons disciplinaires et nationaux, ce numéro d'Education Comparée veut contribuer à éclairer cette articulation complexe, pour saisir les dynamiques de la diversité éducative et culturelle qui s'expriment sur fond de globalisation éducationnelle.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Education comparée Nouvelle série – N°1</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Sciences et croyances en éducation : Les rapports entre sciences et conceptions religieuses /laïques dans le champ éducatif : perspectives internationales</b></p> <p style="text-align: center;"><b>José-Luis WOLFS</b></p>	<p>La problématique des rapports entre les sciences, d'une part, et les conceptions religieuses/laïques des élèves, des professeurs ou de la société en général, d'autre part, soulève aujourd'hui de nombreuses questions dans différentes parties du monde, notamment celles-ci :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans quelle mesure, le rapport au savoir des élèves dans les cours de sciences ou de sciences humaines est-il influencé par leurs éventuelles convictions religieuses ?</li> <li>- Quels sont les différents types de rapport au savoir, développés en particulier chez les élèves musulmans issus de l'immigration ? Quels sont les enjeux identitaires liés au rapport au savoir ?</li> <li>- Quels sont, d'un point de vue historique, les différentes formes de rapport au savoir développées au sein de l'Islam ?</li> <li>- Quelles sont les différentes conceptions de la laïcité et leurs implications en matière de rapport au savoir, en particulier dans les matières scientifiques ?</li> <li>- Comment comprendre la montée des mouvements créationnistes, non seulement aux Etats-Unis ou dans certains pays musulmans, mais aussi en Europe, où ils touchent nombre de classes multiculturelles ? Comment réagir ?</li> <li>- Comment aborder la question du religieux à</li> </ul>

l'école, sous un angle scientifique et/ou culturel ? Quelles leçons pouvons-nous tirer des approches développées depuis 2005 en France (« enseignement du fait religieux ») ou au Québec depuis 2008 (« Ethique et culture religieuse ») ? Celles-ci sont-elles transposables à d'autres contextes ?

Pour aborder ces questions, s'est constitué au sein de l'AFEC (Association francophone d'Education comparée), dans le prolongement du colloque organisé à Sèvres en octobre 2005 sur le thème Education, religion, laïcité, un groupe de travail réunissant une vingtaine de chercheurs intéressés par cette thématique. C'est le fruit de la réflexion et de la collaboration de ces chercheurs qui est présenté dans ce numéro. Ils émanent de différents champs disciplinaires (anthropologie, didactique des sciences, philosophie, psychologie sociale, sciences de l'éducation, sciences religieuses, sociologie etc.) et de différents pays (Belgique, Brésil, Canada-Québec, France, Maroc, Sénégal, Tunisie). Ce numéro se compose de deux parties distinctes. La première (11 articles) traite de l'incidence des conceptions laïques/religieuses sur le rapport au savoir, en particulier dans les matières scientifiques. La seconde (7 articles) se centre sur une comparaison entre les approches développées dans le cadre de l'« Enseignement des faits religieux » en France et du cours « Ethique et culture religieuse » au Québec.